

Comment nourrir 9 milliards d'individus ?

François de RAVIGNAN

Agroéconomiste

J'espère que nous allons faire ensemble de l'éducation et de la prospective en ajoutant à la gamme de problèmes insolubles que vous avez déjà abordés depuis le début de cette saison celui de la faim dans le monde, qui, pour le moment, n'est pas tellement en voie de solution.

Je vais parler des paysans, et j'espère qu'il y en a dans la salle.

Comment nourrir 9 milliards d'individus ? Il faut trouver comment nourrir une humanité en croissance alors qu'aujourd'hui nous sommes 6 milliards sur la planète. Ce problème a déjà été soulevé par Malthus, économiste britannique qui, dans son essai « *Le Principe de la population* », en 1798, pose la question de l'alimentation d'une population en croissance. Son argumentation : les humains se reproduisent suivant une progression géométrique, tandis que les ressources alimentaires croissent selon une progression arithmétique. Il y a donc rapidement un divorce entre les deux, ce qui doit aboutir à une famine ou une disette, à moins que les hommes ne consentent à limiter les naissances. Le XVIII^e siècle est le moment où la population de l'Europe commence à s'accroître d'une façon continue. Auparavant cette croissance était extrêmement lente : jusqu'au XVII^e siècle, lorsqu'il y avait une croissance de 2 millions d'habitants supplémentaires en France, il y avait bien vite une épidémie qui liquidait ces 2 millions supplémentaires. A partir de 1700, grâce à des progrès en agriculture, notamment par la suppression de la jachère et par l'introduction de plantes nouvelles importées des pays

d'Amérique Latine, comme le maïs et la pomme de terre, on a réussi à améliorer les rations alimentaires et la population a commencé à croître de façon continue. En 1800, l'Europe, (Russie comprise), comptait 187 millions d'habitants. On parvenait à 400 millions d'habitants un siècle plus tard. En 2005, nous arrivons à 730 millions d'habitants. Cette croissance envisagée par Malthus n'était pas du tout une vue de l'esprit et le problème posé est bien réel. Comment s'est-il résolu pour l'Europe? D'une part grâce aux progrès indéniables de l'agriculture au cours du XIX^e siècle (même si c'est avec quelque exagération qu'on l'a nommé l'âge d'or des paysans) et aussi par l'émigration vers les États-Unis, vers l'Algérie, les pays du Maghreb, vers l'Australie. Vers 1850, 300 000 personnes par an ont quitté l'Europe pour ces pays neufs. Ceci dit, il n'y a pas eu, au XIX^e siècle, de grande famine en Europe sinon celle de l'Irlande entre 1845 et 1847, qui a été prolongée, voire réellement provoquée, par une surexploitation des paysans irlandais par les landlords anglais (les Anglais occupaient l'Irlande à cette époque). Ce n'est pas une famine due à un manque d'alimentation. Elle a été déclenchée par le mildiou de la pomme de terre, mais si les paysans avaient disposé du blé qu'ils cultivaient eux-mêmes, ils auraient supporté gaillardement le mildiou de la pomme de terre. Cette famine a été terrible puisque 2 millions d'Irlandais sont morts, 2 millions ont émigré et l'Irlande, encore aujourd'hui, n'a jamais récupéré le niveau de population qu'elle avait avant cette époque.

Les cris d'alarme.

Que dirait donc Malthus devant l'augmentation de la population mondiale aujourd'hui? Il s'arracherait les derniers cheveux qui lui restaient. Quand mon père est né en 1900, il y avait sur notre planète un milliard et demi d'individus. Je suis né en 1935 et il y en avait déjà le double, 3 milliards, et quand mon petit-fils est né il y a deux ans, nous étions 6 milliards. Pour 2050 on nous annonce, selon des hypothèses relativement incontestables, 9 à 10 milliards d'individus. Périodiquement, devant cette croissance extrêmement rapide de la population mondiale au XX^e siècle, se sont déclenchés des cris d'alarme. L'un des premiers a été celui de mon maître René Dumont qui, en 1966, a écrit avec Bernard Rozier le livre *Nous allons à la famine*. L'argument de ce livre était que les agricultures modernisées ont beaucoup trop tendance à produire des biens pour l'agro-industrie, dans un souci de rentabilité et non dans un souci prioritaire de nutrition. On épuise les sols, on surutilise l'eau, et l'on cultive des plantes non prioritaires. Dix ans après, (1964), c'est un autre professeur de l'Institut Agronomique, Joseph Klatzmann, qui écrit *Nourrir 10 milliards d'hommes?* Klatzmann considérait les choses très globalement, n'entrant pas dans le détail pays par pays, mais faisait un calcul de technocrate à partir des ressources existantes, des techniques utilisables, de la croissance des populations. Il en concluait qu'il serait difficile de nourrir 10 milliards d'hommes en 2050. Pourtant, malgré ces cris d'alarmes, la production a cru à un taux moyen dans le monde de 2 % par an, ce qui n'est pas mal, (avec ce taux la production double en 35 ans). N'y aurait donc pas lieu de s'affoler? Mais,

malgré cette croissance de la production, la faim s'aggrave, c'est le constat d'aujourd'hui. En 1974 il y avait 4 milliards d'hommes sur la terre et la FAO nous disait que 475 millions de personnes étaient mal-nutris (soit 12 % de la population mondiale), Klatzmann disait 2 milliards de mal-nutris. En 2005, il y a 6 milliards d'hommes et la FAO annonce 800 millions de mal-nutris, (soit 12,5 %).

Cette croissance de la faim apparaît comme un désordre insupportable dans ce ^{xx}e siècle considéré comme un siècle de progrès continu : c'est un défi au progrès et à la modernité. De temps en temps les hommes politiques font de grands discours. M. Kissinger, en 1974, ouvre un congrès de la FAO à Rome sur l'alimentation dans le monde et, d'une façon tartuffesque, il annonce que d'ici la fin du siècle plus un enfant au monde n'ira se coucher en ayant faim : nous voyons où nous en sommes aujourd'hui. L'objectif du millénaire serait de réduire de moitié la proportion de ceux qui ont faim d'ici 2025. Cet objectif n'est pas très ambitieux. Nous passerions de 12 à 6 % soit 516 millions, davantage qu'en 1974. Le progrès n'est donc pas considérable.

Famine, malnutrition et production.

Mettons-nous devant cette réalité : qui a faim ? D'abord distinguons la famine et la disette. Périodiquement on annonce des famines en Afrique à la suite de mauvaises récoltes, de guerres, de troubles sociaux. Il faut savoir que la famine est relativement exceptionnelle. Elle ne touche que 50 millions de personnes dans les pires années sur les 800 millions de mal-nutris. La malnutrition est beaucoup plus grave que les famines périodiques. Je ne dis pas que l'on sait très bien lutter contre les famines périodiques : on envoie des aides alimentaires qui arrivent parfois en retard, l'aide alimentaire n'est pas vraiment donnée aux gens qui en ont besoin, elle est généralement vendue et n'est pas très efficace. Et s'il est difficile de lutter contre les famines périodiques, il est encore plus difficile de lutter contre la malnutrition.

Où se localise cette malnutrition ? La moitié se trouve en Inde et pourtant l'Inde est le deuxième producteur mondial de blé et de riz. Ce n'est pas le moindre des paradoxes. Par ailleurs les experts disent qu'en Asie les problèmes alimentaires ont plutôt tendance à régresser et que c'est surtout en Afrique que la situation s'aggrave, ainsi que dans les pays du Moyen Orient. Alors, comment s'attaquer à ce problème ?

Première question : la production mondiale est-elle suffisante ? Jean Ziegler, (rapporteur spécial des Nations Unies sur les problèmes de la faim, et que l'on peut voir dans le film *We feed the World*), dit que globalement il y a assez de nourriture sur terre pour les 6 milliards d'hommes que nous sommes, et peut-être bien davantage. Beaucoup d'auteurs ont dit que les ressources de la terre pourraient permettre de nourrir beaucoup plus d'habitants. Colin Clark, un économiste australien, est même allé jusqu'à dire que nous pouvions nourrir 35 milliards d'individus. Peut-être serait-ce vrai en généralisant un régime hypervégétarien extrêmement spartiate. M. Ziegler a globalement raison mais il n'y rien de commun entre le dîner que vous

avez fait ce soir avant de venir ici et celui d'un paysan indien, il est inutile d'entrer dans le détail. Dans le *Monde Diplomatique* de décembre il y a un article très intéressant fait par un de mes collègues agronomes sur un économiste étasunien, Jared Diamond, qui dit qu'il y a assez de nourriture dans le monde et qu'il y a seulement un problème de transport et de distribution. Il se met un peu le doigt dans l'œil car seuls 10 % de nourriture sont transportées et je ne vois pas qu'en apportant seulement des améliorations dans le transport et la distribution on pourrait donner à manger à tout le monde. À l'inverse, d'autres auteurs disent qu'il faut produire beaucoup plus. Michel Griffon, agronome et directeur de recherche et de formation à Montpellier (CIRAD), a écrit en 2006 un livre intitulé *Nourrir la planète*. Comme Klatzmann, il fait ses calculs avec des hypothèses assez vraisemblables qui disent que les gens des pays du Sud amélioreront beaucoup leurs rations alimentaires et que les gens du Nord ne les restreindront pas.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION 1970	2005	
Populations (millions d'individus)		
Population totale	3 698	6 450
Population active	1 714	2 990
dont population agricole	929	1 325
popul, agricole pays du Nord	88	45
popul, agricole pays du Sud	841	1 280
Production céréalière (millions de tonnes)		
Totale	1 192	2 220
dont pays du Nord	605	930
dont pays du Sud	587	1 290

dont Chine: 507
Inde: 278

ÉVOLUTION des populations actives entre deux dates (millions d'individus)	Période	Pop Active totale	P. A. Agricole	Industrie et services
Pakistan	1975-2000	+25	+17	+8
Brésil	1975-2000	+38	+34	+4
Inde	1990-2002	+11	+9	+2

En outre, nous connaissons une urbanisation croissante: la population des villes du Monde commence à dépasser celle des campagnes dès cette année. Dans la revue *Alternatives Internationales*, un très bon papier sur les bidonvilles note bien

le dépassement des populations urbaines sur les populations rurales. Griffon tient compte de l'urbanisation croissante des populations. D'après lui, d'ici 2050, il faudrait multiplier la production agricole par 4. C'est beaucoup. M. Wolfensohn, directeur de la Banque Mondiale, lors du Sommet de la Terre de Johannesburg en 2002, disait la même chose. Mais il ajouta que si nous multiplions la production par 4 ce ne sera pas sans risque écologique considérable. En fait, avec les 2 % de croissance actuels on arrive à multiplier par 4 en 70 ans. Mais le vrai problème est du côté de ceux qui produisent, c'est-à-dire du côté des paysans. Les paysans c'est la moitié de l'humanité. En France, la population rurale ne représente qu'un cinquième de la population mais dans les pays du sud c'est à peu près 50 %. Même si la population urbaine dépasse à partir de cette année la population rurale, celle-ci va continuer à croître au moins jusqu'en 2015/2020. Et en 2050 ils seront encore 3 milliards, donc la moitié de l'humanité actuelle, alors qu'en France les agriculteurs ne sont que 3 % de population active. En Inde ils en représentent 70 % et dans le monde 50 %. Le problème est que parmi les paysans il y a de plus en plus d'exclus.

Exclusion et malnutrition.

Je voudrais dire solennellement et vigoureusement qu'il n'y a pas de problème de la faim, il y a un problème de l'exclusion. C'est cela le vrai problème. Il y a une vingtaine d'années, lorsque j'habitais Toulouse, l'association ATD-Quart Monde avait fait une enquête sur la ville de Toulouse. En conclusion, l'enquête dévoilait qu'à Toulouse environ 20 000 personnes étaient mal-nutries. Ce n'est pas propre à Toulouse, vous feriez l'enquête dans toutes les villes de France, vous arriveriez à peu près à la même proportion. Quels sont donc les mal-nutris à Toulouse ? Ce sont les gens exclus, les exclus sociaux, ceux qui ne travaillent pas, des SDF, ceux qui sont au chômage depuis trop longtemps. Ce sont eux les mal-nutris. L'année dernière, dans le nord de la France, à Loos en Gohelle, on m'a dit que des gens étaient au chômage depuis 3 générations : lorsqu'ils touchent leur RMI ou leurs subsides mensuels ils vont dans les grands magasins acheter du pain et du lait et bourent leur frigidaire pour s'en nourrir tout le mois. On ne peut imaginer une population bien nourrie avec de tels procédés. Ceci existe chez nous. Dans le monde entier, ceux qui ont faim sont des exclus. 70 % de ceux qui ont faim sont des paysans et ce sont des exclus. Comment est-on exclu lorsque l'on est paysan ? Il y a 3 manières principales : l'exclusion des terres, l'exclusion du travail, l'exclusion du marché.

En Inde, par exemple, il y a une répartition extrêmement inégalitaire des terres. 46 % des paysans n'ont qu'un lopin de terre ou rien du tout et travaillent chez les autres. En juillet 2007, j'ai tenu une réunion avec des paysans au Tamil-Nadu, nous étions assis par terre sur une route goudronnée où les voitures ne passaient pas et sous un lampadaire qui nous éclairait. J'ai demandé aux paysans qui étaient là, une trentaine, quelles surfaces ils avaient. Celui qui en avait le plus avait un demi-hectare. Voilà ce qu'ils avaient pour vivre. En France, la surface moyenne est de 70 hectares. Autre cas de figure : j'ai reçu il y a quelques jours un mail de

Colombie dénonçant l'appétit de sociétés qui cultivent du palmier à huile pour faire des agrocarburants. 263 000 familles ont été expulsées en 5 ans pour permettre à ces sociétés de récupérer une surface agricole utile équivalente à celle de la région Midi-Pyrénées. On dit aux paysans qui refusent de vendre leurs terres que « ce sont leurs veuves qui les vendront ». Cela se traduit donc par des assassinats de centaines de paysans. Au Brésil existe un fort mouvement populaire, les « Sans Terre », dont un des avocats, le dominicain Henri Burin des Rosiers reçoit régulièrement des menaces de mort. Pourquoi ? D'un côté, les « Sans Terre » essaient d'occuper des terres des grands propriétaires, et d'autre part ces grands propriétaires essaient de récupérer des terres pour semer du soja. Au Brésil, la surface cultivée en soja a doublé en 7 ans. En Argentine, le soja destiné en grande partie au bétail européen occupe déjà 55 % de la surface agricole utile. La première exclusion est donc celle des terres.

Deuxième exclusion : celle du travail. En Andalousie, lorsque l'Espagne est entrée dans le Marché commun il y a une vingtaine d'années, il s'agissait de baisser les coûts de production pour s'aligner sur le reste de l'Europe, et la manière la plus expéditive et la plus sûre était de licencier de la main-d'œuvre. Ainsi beaucoup de journaliers se sont retrouvés exclus du travail. En Inde, la modernisation a été encouragée par le gouvernement : or un tracteur tue 7 emplois.

Troisième exclusion, celle qui exclut du marché. En 2005, le CCFD (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement) a orchestré une campagne au nom plaisant « L'Europe plume l'Afrique ». De quoi s'agissait-il ? Les entreprises européennes productrices de poulets de chair envoyaient, au Cameroun en particulier, des carcasses de poulets congelés pour être vendues sur les marchés. Moyennant quoi les petits producteurs locaux se trouvaient exclus du marché car cette viande arrivait là-bas un peu moins chère que celle qu'ils produisaient. Les Camerounais se sont bien défendus en découvrant que 85 % des produits étaient d'une qualité bactériologique extrêmement déplorable. Malgré cette défense, l'opération a tout de même pu reprendre. Dans l'est de l'Europe, l'année dernière, en Pologne, j'ai pu assister à un autre genre d'exclusion du marché. Depuis l'entrée de la Pologne dans l'Union Européenne, les prix agricoles ont beaucoup diminué et le prix des produits nécessaires à l'agriculture ont beaucoup augmenté. C'est ce que l'on appelle le ciseau des prix. Cela se traduit par une exclusion croissante notamment de jeunes qui voulaient prendre la succession de leurs pères. D'autres risquent d'être exclus du travail agricole dans les dix à vingt prochaines années : on peut estimer leur nombre pour l'Europe entière à 20 millions d'actifs, soit autant que le chômage actuel en Europe. Avec cette éviction des paysans de l'Est on va doubler le taux de chômage de l'Europe. Déjà la FAO nous annonce qu'à l'est de l'Europe il y a 30 millions de personnes qui souffrent de la faim. C'est la première fois que la FAO donne des chiffres concernant les pays du Nord. Chez nous le processus a été plus lent, mais vous savez tous que 3 millions de paysans ont quitté la terre en France depuis une cinquantaine d'années. C'est dû essentiellement à la baisse des prix agricoles. Nonobstant la hausse du prix du blé en 2007, les prix agricoles ont

baissé de 60 % en valeur réelle depuis 40 ans. Dans le département de l'Aude où je demeure, la moitié des agriculteurs sont en dessous du SMIG. Et ce n'est pas une exception.

L'aboutissement de l'exclusion des paysans, c'est le bidonville. Hervé Kempf écrit dans son livre « *Comment les riches détruisent la planète* » qu'un milliard d'humains vivent dans le bidonville mondial. Le plus grand se trouve à Bombay avec 500 000 habitants. À Mexico, il y en aurait un aussi de cette taille. Nous allons vers le doublement de ce chiffre d'ici la fin du siècle, soit 2 milliards d'humains dans le bidonville mondial. Ça veut dire le tiers de l'humanité actuelle et peut-être le quart déjà dans quelques années. Alors, que faire ?

Les fausses solutions.

Commençons par parler des idées fausses qui actuellement mènent le monde.

Première idée fausse : c'est au Nord de nourrir le Sud. Un président de syndicat français disait : « du pain français dans toutes les gamelles africaines ». Les États-Unis aussi disent qu'ils ont vocation à nourrir le monde entier. Cela ne marche pas. Pourquoi ? La population agricole active du Nord diminue très rapidement. De 1970 à 2005, la population active agricole des pays industrialisés du Nord a diminué de moitié (la production a toutefois été multipliée par 1,5). On peut penser qu'avec une population active qui continue à diminuer et des rendements qui n'augmentent plus beaucoup la production ne pourra pas beaucoup augmenter. Au Sud, en revanche, la population active agricole, pendant cette même période a augmenté de 50 % et la production agricole a été multipliée par 2. J'en conclus que ce n'est pas au Nord à nourrir le Sud et ma conviction profonde est qu'il appartient au Sud de nourrir le Sud.

Deux méthodes se présentent aujourd'hui pour cela. Celle que les Indiens ont essayé d'appliquer à partir des années 60 et que l'on a appelée « la révolution verte ». C'est-à-dire vendre aux paysans un paquet technique de semences sélectionnées, d'engrais, de pesticides et de possibilités d'irrigation. En Inde cela a permis une forte augmentation de production. Certains auteurs mal pensants disent que dans les 20 ans qui ont précédé la révolution verte, donc depuis 40 à 60 ans, la production avait autant augmenté qu'après. Ils mettent donc en doute l'efficacité de cette révolution verte. Ce qui est sûr est que cette révolution verte n'a pas été sans graves inconvénients sur le plan écologique puisqu'on a beaucoup dépensé en pesticides et en engrais à tort et à travers. D'autre part, elle a eu des conséquences sociales extrêmement graves : ceux qui ont pu acquérir les techniques les premiers, c'est-à-dire ceux qui avaient de l'argent, ont commencé à produire beaucoup. Le prix des céréales a baissé et les petits paysans n'ont pas pu suivre. Ils ont été éliminés, donc cela a aussi été un facteur d'exclusion. Et le Professeur Swaminathan, économiste agricole indien, a pu dire en un jeu de mots anglais « *not a green revolution, but a greed revolution* » (« ce n'est pas une révolution verte c'est une révolution de l'accumulation, de la cupidité »). Cela a provoqué un désastre social dans certaines régions de l'Inde.

Troisième idée fausse: on ne peut accroître la production agricole qu'en faisant diminuer le nombre de paysans. Cette idée procède de l'expérience de l'Europe et des États-Unis puisqu'effectivement la production agricole s'est beaucoup accrue en même temps que la population agricole a diminué. En fait il n'y a pas de relation de cause à effet, c'est un processus historique: la baisse des prix agricoles a obligé les paysans à quitter la terre. Pour compenser cette baisse de main-d'œuvre, ceux qui restaient ont dû mécaniser, « chimiser » et augmenter les rendements pour s'opposer à la baisse des prix. La meilleure preuve: dans certaines périodes de l'histoire, par exemple au XIX^e siècle en France, la population agricole s'est accrue en même temps que la production agricole. Plus récemment en Chine dans les années 50, la révolution agricole a connu un certain succès, elle s'est faite en même temps que la population agricole a augmenté. J'ai été très choqué, il y a deux ans, dans une émission de radio, d'entendre Edgar Pisani, l'ancien ministre de l'agriculture français, annoncer sans vergogne que pour nourrir la Chine il fallait que la population diminue de moitié. Je trouve cela complètement inacceptable. C'est vouloir transposer l'expérience européenne chez les autres et il n'est pas du tout prouvé que cela doit se faire ainsi.

Pour une agriculture paysanne.

Un de mes collègues agronomes m'écrivait avant-hier: « le vrai problème c'est de donner les moyens aux paysans de rester paysans en étant moins pauvres ». Et je lui ai répondu: « tu as raison, mais je pense que d'abord il ne faut pas leur enlever les moyens qu'ils ont (notamment la terre, quand ils en disposent) et, de pauvres, en faire des misérables ». Cela veut dire réforme agraire. Cette année en Inde, pendant un mois, 25000 paysans ont fait une marche sur New Delhi pour réclamer une remise en route des réformes agraires.

Cela veut dire aussi souveraineté alimentaire, c'est-à-dire que l'on ne puisse plus importer de tous les pays des produits qui concurrencent la production locale, (je vous ai cité l'exemple du poulet au Cameroun). Cela suppose un protectionnisme, j'ose le dire.

Enfin cela suppose que l'on emploie des méthodes accessibles aux paysans c'est-à-dire une agriculture paysanne. J'étais très frappé en Inde, en visitant des villages entiers qui passent à l'agriculture biologique, de constater qu'ils ont un point de vue très intéressant, différent du nôtre, (lequel s'exprimerait volontiers ainsi: « Vous savez, on se sacrifie pour les autres, on vend un peu plus cher mais on a des rendements un peu plus bas, on est très courageux). Les Indiens disent: « Pas du tout, l'agriculture biologique produit mieux, ça n'abîme pas les sols et ça ne nous empoisonne pas, donc nous gagnons sur tous les tableaux ». Discours étonnant! Il est vrai qu'ils partent d'une agriculture qui n'a pas été très chimisée, et qu'ils n'ont pas à faire comme nous toute une reconversion. Dans le Tamil-Nadu par exemple, les sols sont très sableux et quand on ajoute du compost (il faut voir le compost qu'ils font, c'est extraordinaire, un compost noir pulvérulent comme du couscous, on en mangerait presque), quand on ajoute ce compost dans le sable ça

donne des résultats spectaculaires. Et je crois qu'ils sont beaucoup plus avancés que nous pour inventer. Ils font des engrais avec des produits naturels, avec du poisson pourri, avec du lait de coco, de la bouse de vache... Tout cela est très étudié et expérimenté dans des petits centres paysans, c'est tout à fait remarquable.

Conclusion

Pour revenir à la question posée: « Comment nourrir 9 milliards d'hommes ? » je dirais que la vraie réponse serait, non pas de les nourrir, mais de leur permettre de se nourrir par eux-mêmes. Gandhi en 1916 disait: « L'important ce n'est pas une production de masse mais c'est la production par les masses. » Autrement dit, le problème alimentaire mondial n'est pas un problème de quantité mais d'équité.

Débat

(François de Ravignan a donné cette conférence également devant le GREP-Comminges à Saint-Gaudens. On a inclus dans la transcription du débat les discussions commingeoises qui ne faisaient pas, ou pas trop, double emploi avec le débat toulousain)

Un participant - Vous avez parlé des expériences pertinentes de l'Amérique latine, de l'Inde, des pays nordiques, de l'Afrique aussi, et je sais que vous avez participé à l'évaluation de la réforme agraire en Algérie dans les années 70. Quel regard portez-vous sur cette expérience, en particulier sur la conservation de l'outil de travail des paysans algériens ?

François de Ravignan - il y a très longtemps que je ne suis pas revenu en Algérie et je ne sais pas comment les choses ont évolué aujourd'hui. À l'époque j'étais très critique sur la réforme agraire algérienne. Elle me paraissait vouloir moderniser très rapidement la petite agriculture des fellahs et je pensais qu'il n'était pas possible de passer directement d'une agriculture très paysanne à une agriculture industrielle. Nous avons déjà l'expérience des domaines ex-coloniaux assez mal réussie, dits « domaines autogérés » mais gérés en fait par le Ministère de l'agriculture. D'après les informations que j'ai, il y aurait aujourd'hui quelques progrès dans l'agriculture algérienne du côté du secteur privé, grâce à une plus grande liberté donnée aux paysans, la possibilité de choisir leur culture. À l'époque les plans de culture des domaines étaient fournis par le Ministère de l'agriculture. Du temps de Boumediene, je parlais souvent avec le directeur d'un domaine, et il me disait à chaque fois: « Ah! François, si l'on nous laissait faire, prendre des initiatives ! » Ils étaient complètement bridés.

Un participant - Comment répondre à ceux qui prônent l'efficacité de la production, et qui objectent que le fait de maintenir une paysannerie nombreuse provoque une réduction de l'efficacité de la production dans les pays du Sud, notamment ceux qui sont confrontés à des conditions naturelles assez difficiles, (c'est le cas des pays méditerranéens du sud) et que c'est un obstacle à la redistribution de la main-d'œuvre qui doit soutenir des activités autres qu'agricoles, dans une économie ouverte.

François de Ravignan - Actuellement dans la plupart des pays du Sud l'industrie n'arrive pourtant pas à récupérer la main-d'œuvre qui quitte l'agriculture. Au XIX^e siècle en Europe, à la naissance de l'industrie par exemple, nous avons une industrie très gourmande en main-d'œuvre. L'industrie textile employait énormément de monde. Aujourd'hui l'industrie emploie beaucoup moins de monde et évolue de plus en plus vers des économies de main-d'œuvre: les industries des pays du Sud sont actuellement incapables de récupérer la main-d'œuvre qui provient de l'agriculture.

C'est la raison pour laquelle je trouve très important de maintenir cette paysannerie mais en lui permettant d'avoir les moyens de travailler, notamment en lui laissant la terre. Or ce n'est pas ce qui se passe actuellement: au Maghreb aussi s'opère une concentration des terres. En même temps la production ne suit pas la progression de la population. Le Maroc avait une relative autosuffisance il y a une cinquantaine d'années, qu'il n'a plus du tout aujourd'hui. Précisément, on favorise les cultures d'exportation les plus rentables et non pas les cultures pour nourrir la population.

Au Pakistan, entre 1975 et 2000, la population active est passée de 25 à 50 millions d'habitants, elle a doublé. Les industries et les services ont créé 17 millions d'emplois et la population agricole a augmenté de 8 millions. Au Brésil, sur la même période: population active, +38 millions; industrie et services: +34 millions; population active agricole: +4 millions (voir le tableau plus haut, dernières lignes). Ainsi, dans ce pays-là, il y a encore une croissance de la population active agricole. Non seulement elle ne se stabilise pas mais elle augmente. Il faut donc créer de l'emploi dans l'agriculture, et arrêter de dire que l'on va résoudre les problèmes en diminuant la main-d'œuvre agricole, c'est exactement le contraire qu'il faut faire.

Un participant - Vous avez terminé en donnant vos orientations. Ceux qui sont de votre avis et même les autres reconnaissent le bien-fondé de ces orientations (dont la FAO). Alors, quelles sont les stratégies qu'il faudrait développer, (car n'allons pas vraiment dans ce sens-là), en particulier dans nos pays? Les trois-quarts de la surface cultivée sont destinés à l'alimentation animale, et cela devrait être corrigé si la population augmente. Ensuite, il s'agit de savoir quels sont les acteurs (destructeurs) de ce qui se passe dans le monde: repérer les multinationales dans l'agro-industrie, les semenciers, les fournisseurs de pesticides, jusqu'aux transformateurs. Je suis militant anti-OGM. Quand on s'attaque à des gens comme

Monsanto-Pionner, aux groupes qui s'approprient des choses incroyables, je pense que nous rendons un très grand service. C'est donc une action très politique et je pense que dans notre pays nous pouvons agir contre ça. Vous avez parlé des paysans assassinés : il y a quelques jours nous avons déposé une couronne, dans le cadre de la journée des droits de l'homme, pour protester contre l'assassinat d'un leader des « Sans terre » au Brésil.

François de Ravignan - Vous avez parlé de la FAO, en disant qu'elle serait en gros d'accord avec ce que j'ai dit ce soir. La FAO a très longtemps encouragé l'agriculture industrielle, la concentration agraire. Actuellement elle vire sa cuti : il y a 6 mois, elle a même fait une déclaration étonnante sur l'intérêt de la culture biologique. Vieil ennemi de la FAO, j'ai été très surpris. Quant aux OGM, ils ont encore très bonne presse chez beaucoup d'économistes. L'autre jour, sur France Inter, M. Philippe Calmi, professeur d'économie à Dauphine, a dit que pour nourrir la planète il faut cultiver les OGM. S'il avait en face de lui un paysan indien il ne pourrait pas dire ça. Vous dites que dans nos pays il y a des choses à faire : c'est certain. Vous parlez des surfaces consacrées à l'alimentation animale dans les pays du Sud et qui viennent compenser des surfaces qui ne sont plus destinées à l'alimentation animale dans nos pays, par exemple la culture du soja en Argentine ou au Brésil. Je crois que 60,000 ha chaque année reviennent à la forêt en France, ce sont d'anciens hectares d'herbages. Nos animaux ruminants sont transformés en monogastriques, on leur fait manger des céréales et du soja. Dans le livre que j'ai écrit avec René Dumont en 1976, déjà, nous accusions cette tendance à nourrir les animaux avec des céréales au lieu de leur faire manger de l'herbe. Ça n'a fait que croître et embellir depuis. Certains pionniers, comme André Pochon, essaient de réagir mais c'est très marginal.

Vous avez cité les méfaits des industries agroalimentaires, je crois qu'il faut le proclamer hautement : les industries agroalimentaires sont dans le monde les principales causes de la baisse des prix agricoles. Édouard Leclerc vient de dire que, si l'on augmente le prix du blé en France, nous allons acheter le blé à l'étranger. Voilà la réaction. Les industries agroalimentaires cherchent à s'approvisionner au moindre prix et donc poussent à la baisse des prix agricoles et donc à l'élimination d'agriculteurs. Par conséquent tout ce qui permet de shunter les industries agroalimentaires est fondamentalement bon. En Midi-Pyrénées, vous êtes champion toutes catégories des AMAP, il y en aurait 60 et il s'en crée tous les jours. Ceci est tout à fait important et permet de limiter à terme l'importance des industries agroalimentaires, non seulement sur le plan économique mais aussi sur celui de la santé. Vous savez très bien qu'« industrie agroalimentaire » signifie additifs, problèmes d'allergie, etc.

Un participant - Vous avez parlé de la production mais parlons aussi de la consommation. Dans une famille moyenne, le budget consacré à l'alimentation a beaucoup baissé depuis le début du siècle. N'y aurait-il pas une part de responsabilité du consommateur qui préfère consacrer son budget en voyage, en produits culturels plutôt qu'à l'alimentation. Que pensez-vous du commerce équitable ?

François de Ravignan - Que le consommateur cherche à dépenser moins d'argent est relativement légitime mais je crois que les pouvoirs publics depuis 1950 ont beaucoup encouragé cette propension à diversifier la consommation pour tirer l'industrie et la croissance. Cela a une incidence sur la baisse des prix agricoles, mais cette baisse provient plutôt aujourd'hui des industries agroalimentaires que du comportement du consommateur qui diminue sa part de budget consacrée à l'alimentation. Quant au commerce équitable, il n'est pas mauvais d'acheter du café au Guatemala, mais cela ne résout pas tous les problèmes, notamment celui posé par la monoculture. Toute monoculture porte en germe une surproduction. Une monoculture de café, même lorsqu'il est équitable, n'est pas forcément une bonne chose. Si les promoteurs du commerce équitable ont en vue une diversification des cultures cela peut être bon, mais je ne sais pas exactement ce qu'ils font sur le terrain. Je voudrais reprendre cette réflexion: « oui c'est très bien mais il faudrait aussi penser à le faire chez nous, vis-à-vis des agriculteurs français » et je pense qu'une formule comme l'AMAP est justement une manière de faire connaître le commerce équitable chez nous. Répandre cette pratique parmi nous serait une très bonne chose. Dans notre village nous commençons à faire de petits groupes d'achats d'huile, de fromage de chèvre, des oranges biologiques que nous achetons à Valencia...

Un participant - Comment faire que ces pratiques d'équitable et de local s'étendent à toute la planète quand on sait que toutes les industries, de la production à la distribution alimentaire, tendent à faire baisser les prix et exclure les paysans de la terre, alors qu'il faudrait ramener les prix des produits alimentaires à leur juste prix de revient: si l'on suit les pratiques écologiques sous toutes leurs formes, les prix devraient alors augmenter. Nous sommes donc devant une espèce de dilemme: tout le monde veut faire baisser les prix et en même temps nous pensons que les prix agricoles devraient augmenter.

D'autre part, peut-on penser que tous les pays du monde pourraient atteindre la souveraineté alimentaire puisque c'est une des revendications d'un certain nombre d'organisations paysannes?

François de Ravignan. - La souveraineté alimentaire ne veut pas dire forcément absence d'importation. Il y a des pays très densément peuplés qui ne peuvent pas se dispenser d'importer mais je pense que chacun doit faire le maximum sur le territoire dont il dispose. Actuellement il y a des tendances très contraires. En France, et en Europe d'une façon plus générale, lorsque la production agricole représente 2 à 3 % de la production nationale brute, un économiste a vite fait de dire que cela ne va jamais tirer la croissance, la sacro-sainte croissance. On aurait donc intérêt à liquider cette agriculture, à acheter tout ce que l'on mange chez les autres et investir dans d'autres secteurs. Cela aurait des conséquences sociales catastrophiques...

La Norvège avait un système d'alimentation remarquable il y a 30 ans; on avait fait une planification nationale des besoins de la population: on avait cal-

culé la ration moyenne, il faut tant de viande de bœuf, tant de viande de mouton, tant de beurre, tant de confiture, de fruits, tant de lait... et à partir de là on avait échafaudé un système de prix avec des incitations à encourager les productions déficitaires et décourager les productions excédentaires. Cela a très bien fonctionné jusqu'au jour où l'on a trouvé du pétrole en Norvège et l'on a dit: « Basta l'agriculture! On va acheter sur le marché mondial ». Il est très regrettable d'avoir pris ce parti. Même chose en Suisse qui avait une agriculture très protégée. Du côté de la France, dans le Jura, il y avait des prairies assez mal entretenues et de l'autre côté en Suisse c'était tondu triple zéro, une agriculture au millimètre. Ce n'est pas parce que les fermiers suisses sont moins paresseux c'est uniquement parce que le lait se payait 50 % plus cher et permettait de consacrer un peu plus de main-d'œuvre à l'entretien des prairies. Cet exemple fait comprendre comment se maintient une agriculture, ce qui a une incidence sur l'environnement. Chez nous, on se plaint qu'il y ait de plus en plus d'avalanches dans les Alpes, mais c'est parce que les prairies ne sont plus entretenues et la neige glisse sur les prairies. Il faudrait les entretenir. Mais comment les entretenir si l'on ne paie pas le lait aux paysans ?

Un participant - Plusieurs questions ont déjà été posées sur « comment faire » et j'apprécie beaucoup c'est que, dans votre bouche, le mot « protectionnisme » en matière de production agricole ne soit pas un gros mot. Le protectionnisme irait-il dans le sens de la souveraineté alimentaire ?

François de Ravignan - Il est tout à fait nécessaire de protéger la production agricole. Un paysan beauceron produisant des céréales en 500 fois moins de temps de travail qu'un paysan nigérien peut se permettre de vendre ses céréales un petit peu moins cher que le paysan nigérien. Et quand les céréales arrivent moins cher dans les ports africains, les ménagères peu argentées achèteront de préférence les céréales importées. Il y a quelques années à Douala j'ai demandé à une étudiante d'aller sur le marché noter le prix des produits féculents: bananes plantains, macabos, manioc, farine. Nous avons un catalogue de prix, nous en faisons la moyenne pour calculer le prix de la calorie, calorie banane, calorie macabo, calorie farine: c'est toujours la calorie farine qui était la moins chère. Les ménagères camerounaises n'ont pas besoin de règles à calcul comme l'agronome que je suis, elles achetaient naturellement la farine. Comment un gouvernement peut-il réagir contre ça? L'excellente méthode était donnée par les gouvernements d'Europe unie en 1960. Comme les céréales françaises avaient un coût de production plus élevée que les céréales étatsuniennes, on taxait les céréales à l'importation et l'on subventionnait la production intérieure pour l'encourager, grâce à quoi nous produisons encore des céréales.

Mais dans les écoles de commerce on se garde bien de dire aux élèves: « faites comme nous ». Au contraire le protectionnisme est décrit comme une chose abominable. Or, sans ce protectionnisme « frileux », on arrive à ne plus avoir de céréales dans les pays qui en produisaient. Et même chose pour l'indus-

trie. À Marrakech, des savetiers fabriquaient des sandales en cuir originaire du Maroc. À partir du moment où s'installe une usine de plastique, les pauvres savetiers ont fermé boutique. Un protectionnisme dans ce cas-là est utile. Si vous n'êtes pas capables de donner de l'emploi et si vous mettez les savetiers sur le carreau en créant une usine de sandales en plastique il vaut mieux ne pas la faire. En Algérie, j'étais au Ministère de l'agriculture quand est arrivé un monsieur qui voulait faire une grande usine de peintures pour faire toute la peinture de l'Algérie et même exporter en Russie. On lui a demandé: « Mais il n'y a pas d'usines de peintures d'Algérie? » - Si, a-t-il répondu, mais ce sont des ateliers malsains, très mal organisés. - Et votre usine va employer combien de personnes? - 500. - Et actuellement, il y a combien d'ouvriers dans les ateliers? - Un millier. Donc on allait remplacer une industrie pas très performante ni très saine qui employait 1000 personnes par une industrie moderne qui en emploierait 500. Qu'allions nous faire des 500 autres? Il faut tout de même poser ce problème en termes d'emplois. Ce que l'on ne fait pas et l'on remplit les bidonvilles.

Un participant - Je suis d'accord avec vos propositions concernant les réformes agraires mais est-ce suffisant? Tout récemment au Nigéria, certains chefs d'État africain se sont réunis et ont prôné la révolution verte, donc utilisation d'engrais et de semences améliorées, pesticides etc. en s'inspirant notamment de l'Europe avec la politique agricole commune qui a permis à l'Europe de s'auto suffire au point de vue alimentaire. Je voudrais savoir ce que vous pensez de ce qui a été dit à Abuja.

François de Ravignan - Si je puis me permettre l'expression, je crois qu'ils sont en retard d'un train. S'ils avaient médité sur la révolution verte en Inde, il ne la préconiserait pas actuellement en Afrique. Au Burkina Faso, il y a quelques années, du temps de Thomas Sankar, tout l'effort du gouvernement en agriculture était d'encourager la culture du riz dans un périmètre irrigué au nord-ouest du pays sur une rivière appelée le Gourou. J'espérais beaucoup que ce projet n'aboutisse pas, et voici pourquoi: nous nous sommes aperçus en effet que l'on peut donner à l'agriculture familiale, aux petits paysans, les moyens d'augmenter de 50 % leur production. Il suffit pour cela de quelques méthodes extrêmement simples: par exemple, semer à la première pluie, sarcler au bon moment, trier la semence. Cela permet déjà d'augmenter les rendements de 50 % et parfois de 100 %. Si 100000 paysans au Burkina Faso faisaient ça, on obtiendrait 10 fois plus de production que ce qui était attendu au Sourou. Si vos chefs d'État étaient là, je leur en ferais la démonstration, mais peut-être ne me croiraient-ils pas quand même. C'est que dans ces opérations de périmètres irrigués il y a une notion de prestige qui joue. « J'ai ouvert un grand périmètre irrigué, donc je suis un grand décideur ». D'un autre côté il y a les marchands de semences, de pesticides, qui sont à la porte et sollicitent les gouvernements d'entrer chez eux, idem pour les marchands de matériel d'irrigation, les marchands de béton pour faire des barrages et les bureaux d'études. En Algérie, un ballet continu d'experts venaient proposer leur camelote à tour de rôle. C'est

dramatique parce les bonnes idées n'arrivent pas à se faire accepter sauf chez quelques personnes exceptionnelles comme Vandana Shiva en Inde ou Aminata Traoré au Mali, souvent chez les femmes d'ailleurs.

Un participant - Tout à l'heure vous parliez de la culture du soja en Amérique de Sud pour nourrir les animaux en Europe, de l'huile de palme pour les biocarburants... : a-t-on une idée de la proportion de gens que l'on pourrait nourrir si l'on remplaçait ces cultures par des cultures vivrières sur place ?

François de Ravignan - Dans l'exemple de la Colombie je vous ai montré qu'environ 10 % de la population paysanne va se retrouver en situation de disette parce qu'ils n'auront plus de terres pour produire leur alimentation. Lorsqu'on a développé la culture de la canne à sucre au Brésil pour faire de l'alcool carburant, de nombreux paysans ont été éliminés. Les grands propriétaires de canne à sucre voulaient s'agrandir et ont supprimé les lopins de terre donnés aux paysans pour s'alimenter eux-mêmes à partir de leur propre culture. Ce fut le développement des gamelles froides, les paysans partant le matin en camion travailler dans les plantations de canne à sucre et achetant leur alimentation, donc très cher, et souvent dans les magasins tenus par ces mêmes grands propriétaires. Je vous recommande un livre extraordinaire de Robert Linhart : *Le sucre et la faim* aux Editions de Minuit, il explique bien que les cultures industrielles ont conduit à la faim de nombreux paysans.

Un participant - Vous avez dit qu'il n'y avait que 10 % de la production mondiale qui était exportée, j'ai l'impression que c'est bien davantage et c'est un gâchis immense.

François de Ravignan - Ce qui se passe en France n'est pas significatif de ce qui se passe dans l'ensemble du monde. Notre pays exporte environ la moitié de sa production de céréales mais dans l'ensemble du monde il y a encore beaucoup de paysans qui se nourrissent à partir de leurs propres ressources, et dans de nombreuses villes les gens se nourrissent de la production faite dans les environs. Sur la production de céréales, je puis vous certifier qu'il n'y a pas plus de 10 % qui soient transportés à l'extérieur. Ce qui est scandaleux c'est que le prix des céréales mondiales résulte de la spéculation de ces 10 %. Ceci est une anomalie fantastique. Que le prix des céréales à la bourse de Chicago puisse influencer le prix des céréales dans un petit magasin de l'Inde, cela passe l'entendement.

Un participant - La culture d'agrocarburant soulève plusieurs problèmes en particulier concernant les risques aujourd'hui avérés par rapport au rendement et à la consommation. Récemment aux États-Unis, dans les campagnes électorales, tous les candidats misaient sur le fait que ces nouvelles cultures d'agrocarburant pouvaient générer de l'emploi et c'était visiblement un fer de lance assez fort. Au-delà des risques liés à ce genre de culture, cela crée de l'emploi et de l'enrichissement pour un certain nombre d'agriculteurs. Quelle est votre réaction à ce sujet ?

François de Ravignan - Je ne crois pas que dans les pays du Sud, où ces agrocarburants sont susceptibles de se développer, la culture de plantes permettant de préparer des agrocarburants soit génératrice d'emplois. Au contraire, voyez l'exemple de la Colombie. Par ailleurs, l'idée de fabriquer des agrocarburants procède aussi de l'idée qu'il faut continuer à multiplier le transport sur la surface de la Terre. Cette idée est profondément anti-écologique et va à l'encontre de la conservation de la planète. Un autre exemple intéressant : un petit bureau d'études en Bretagne étudiant les économies d'énergie dans l'agriculture démontre que la majeure partie de la consommation de pétrole n'est pas dans les tracteurs mais dans les engrais et les pesticides. En supposant qu'en France on favorise l'agriculture biologique on économiserait la moitié du pétrole utilisé dans l'agriculture. Il n'est pas besoin de supprimer les tracteurs pour diminuer la consommation de pétrole. Cela étant, je ne suis pas en désaccord si un ou plusieurs agriculteurs produisent des agrocarburants pour leurs propres tracteurs comme je l'ai vu en Ariège...

Un participant - Si nous prenons ce que vous dites au premier degré, il ne faudrait pas recourir aux carburants verts, donc continuer à utiliser des carburants à effet de serre, il faut augmenter les prix agricoles et cela va-t-il augmenter les prix à la consommation ? Nous nous rendons bien compte que ce discours est difficile à faire passer au niveau du consommateur final surtout si celui-ci a une petite idée écologique. Est-ce que la grande difficulté n'est pas justement l'expression écoutable dans un premier temps par la majorité des gens, c'est-à-dire des consommateurs

François de Ravignan - Il faut commencer par dénoncer des tas de mensonges, par exemple celui de dire que l'augmentation des prix agricoles va augmenter le prix des produits alimentaires. Si l'on augmente les prix agricoles de 30 % cela ne se traduirait que par une augmentation de 3 % dans le panier des ménagères car dans son panier la proportion des produits alimentaires est très faible. On entend aussi souvent que l'Europe agricole coûte très cher, cela n'est pas vrai. L'importance des subventions agricoles, la PAC, représente à peine 10 % des dépenses agricoles des Français. Si vous comparez la dépense de la PAC aux dépenses publicitaires, (car c'est vous qui payez la publicité), ces dernières sont cinq fois plus élevées. Or personne ne songe à accuser la publicité, sauf les « casseurs de pub », une association de Don Quichottes. La plupart des gens ne sont pas du tout prêts à contester les dépenses publicitaires. En revanche, ils sont disposés à tirer à boulets rouges sur les aides à l'agriculture en oubliant que, les prix agricoles ayant baissé de façon considérable depuis cinquante ans et plus, l'incidence sur le panier des ménagères est très faible... et que nous dépensons des sommes faramineuses pour des causes beaucoup moins défendables. Je ne suis pas du tout contre la fabrication de carburant vert mais c'est actuellement une frénésie dangereuse. Une surface équivalente à celle de votre région est consacrée à cette culture en Colombie, cela a des conséquences écologiques et sociales extrêmement graves. Tout cela fonctionne avec des pesti-

cides et des engrais, on ne peut plus boire l'eau des rivières, on ne peut plus se baigner, il n'y a plus d'oiseaux, voilà le résultat. On ne peut pas être pro-carburant vert dans ces conditions.

Un participant - Concernant le réchauffement climatique, il y a des gens qui essaient de voir les conséquences de ce réchauffement : les problèmes de sécheresse de plus en plus importante, les problèmes d'eau et donc la production agricole va diminuer dans de nombreux pays et provoquer des famines. Nous entendons des propos très alarmistes sur les conséquences du réchauffement climatique face à la nourriture mondiale. Qu'en pensez-vous ?

François de Ravignan - Je pense qu'il est très difficile de faire des calculs prévisionnels sur cette question en ce qui concerne l'agriculture. Il est certain que cela peut avoir des incidences graves sur l'agriculture et déjà dans certaines régions nous constatons en France des sécheresses. Dans ma région, jusqu'aux 30 mm qui sont tombés ces derniers jours, les rivières étaient aussi basses qu'au mois d'août. C'est une incitation supplémentaire à faire ce que l'on peut pour éviter le réchauffement climatique. Je vous signale que demain soir dans un village voisin du mien est organisée une conférence sur le réchauffement climatique : informer les citoyens est une première chose évidente.

Un participant - S'il est vrai que l'agriculture biologique est préférable pour la planète et pour la santé des hommes, le système actuel, les rapports de force entre l'industrie agroalimentaire, la distribution, les paysans et les soucis des politiques pour l'emploi parce qu'il faut préserver l'électorat, tout cela bloque pour donner plus d'autonomie aux paysans et relativement plus de prospérité par rapport à leur situation actuelle. Il y a des thèses d'agroéconomistes, par exemple Marcel Mazoyer et Laurence Roudart, qui parlent d'organisation mondiale à constituer, des blocs commerciaux réunissant des pays à développement semblable qui pourrait s'échanger des productions notamment agricoles pour aider les paysans à sortir de cette situation. Les rapports de forces étant là, quelles sont les alternatives envisageables ?

François de Ravignan - Je vais vous répondre par un exemple. En Inde, le gouvernement central ne cache pas ses positions : il y a deux ans, la croissance était de l'ordre de 7 à 8 % par an et l'agriculture, à la traîne, ne croissait que de 2 %. On a décidé : « Il faut absolument qu'elle croisse de 4 à 5 % et cela nécessite de développer les systèmes d'irrigation ». La plupart des gouvernements sont dans cette logique-là et ils ne changeront pas tous seuls. Le changement ne se fera que sous la pression des populations et notamment des paysans. L'Inde compte encore 70 % de paysans et quand 25 000 d'entre eux sont sur la route vers New Delhi, cela produit tout de même un effet sur le gouvernement. Donc rien ne peut changer sans la pression des paysans et des gens qui les soutiennent, la société civile doit se mettre de leur côté, comme vous ce soir.

En France nous sommes mal placés puisque nous n'avons que 3 % de paysans et il est donc difficile de faire plier le gouvernement avec un tel pourcentage. Notre seule planche de salut est que les consommateurs (ou plutôt les consom-acteurs) se mettent aux côtés des paysans pour défendre les causes dont nous parlons ce soir. En Haïti, le gouvernement a renoncé à la construction d'un barrage qui noyait les terres de plusieurs centaines de paysans, la pression avait été très forte car orchestrée internationalement. Internationaliser les causes est également important. Quand les paysans font leur marche de protestation en Inde, quand dans tous les pays du monde des gens écrivent au Premier ministre, cela n'est pas très apprécié car personne n'aime que des situations troublées chez eux soient connues internationalement. Quand Henri Burin des Rosiers (dont je vous ai parlé et qui est l'avocat des MST au Brésil) est menacé de mort, ses amis l'écrivent et cela est très important.

Un participant - Les fermes agro-écologiques, (des petites exploitations locales, presque de petits instituts d'expérimentations à caractère écologique), en connaissez-vous beaucoup, et cela fait-il partie des solutions à promouvoir, car localement cela pourrait donner des résultats tout à fait intéressants ?

François de Ravignan- Oui j'en ai vu une il y a deux ans en Inde lancée par Swaminathan qui était un des champions de la révolution verte en Inde, et qui a changé son fusil d'épaule en voyant tous les dégâts que cela occasionnait. Il a lancé une petite ferme dans les environs de Pondichéry où, justement, sont expérimentées des méthodes de culture pour des gens qui ont très peu de chose ou même rien. Par exemple, ils font des cultures de champignons dans des sacs en plastique bourrés de sciure, et l'on voit les champignons éclore à la surface du sac. Cette année, j'ai vu un petit centre d'expérimentation sur le compost, sur la production de pesticides naturels à base de tabac, à base de noix de coco et ensuite ils diffusent les résultats auprès des paysans. Oui, c'est tout à fait intéressant.

Un participant - Quel est votre point de vue sur l'utilisation des OGM dans les pays du Sud, en particulier en Amérique du Sud.

François de Ravignan - On entend dire beaucoup de choses sur les OGM, notamment à propos de leur toxicité éventuelle ; il y a eu là dessus des expériences intéressantes mais dont les résultats ne sont pas assez concluants pour changer les convictions des partisans des OGM. Cependant je crois qu'il y a un argument beaucoup plus fort à faire valoir, c'est la privation des paysans de la possession de leurs semences. C'est bien là la motivation essentielle des firmes productrices d'OGM : rendre les paysans dépendants de leurs produits. Dans la région de Tarbes, dans les années 60, on a introduit le maïs hybride américain en promettant des rendements mirifiques, à condition bien sûr de mettre beaucoup d'engrais et d'arrosage. Mais on n'avait pas expliqué qu'il faudrait racheter les semences chaque année. Et j'ai eu la grande surprise d'entendre un responsable de l'INRA dire que si l'on avait sélectionné les maïs français à partir de 1950 on aurait obtenu des rendements

comparables aux maïs hybrides pour beaucoup moins cher. Depuis, un autre chercheur de l'INRA, Jean-Pierre Berland, qui faisait des recherches sur l'origine du maïs hybride américain, a trouvé des textes de chercheurs des entreprises américaines disant que l'objectif réel était bien de priver les paysans de la possibilité de réutiliser leurs semences et de les rendre dépendants de l'industrie. Pour les OGM c'est exactement la même chose. C'est là la principale raison de s'en méfier.

J'ai rencontré la semaine dernière deux agriculteurs de ma région qui venaient d'acheter des poulettes pour renouveler leur cheptel. Ils travaillent en agriculture biologique et ils nourrissent leurs poules avec du blé germé. Or ces nouvelles poulettes ne veulent pas manger le blé germé, et en plus elles habituent les vieilles à ne pas en manger, d'où une chute de la production d'œufs de 80 % en 2 jours. Voilà le genre de choses auxquelles on s'expose en se rendant dépendant de l'industrie: ils auront beaucoup de mal à discuter avec le producteur de poulettes, et à prouver leur bonne foi !

Pour revenir aux OGM, à mon avis on a tout ce qu'il faut avec le matériel génétique existant pour augmenter la production au niveau nécessaire. C'est un luxe de riches, les OGM !

Un participant - Mais comment peut-on lutter contre les groupes producteurs d'OGM, en particulier Monsanto, qui en produit plus de 90 %, un groupe très puissant (qui a sévi antérieurement dans les produits chimiques à risques) qui dispose de moyens d'influence considérables.

François de Ravignan - Il faut lutter par tous les moyens ! Il y a une jeune femme (héroïque à mon avis) qui vient de faire un film sur Monsanto, diffusé sur Arte il y a quelques jours, après avoir écrit un livre qui explique les manœuvres de ce grand groupe. Il y a les faucheurs volontaires d'OGM (je ne suis pas pour les méthodes violentes, mais ce n'est pas bien violent !) : je pense que s'ils n'avaient pas fait cela, il n'y aurait pas de débat sur les OGM aujourd'hui à l'Assemblée et dans le pays (même si ce débat est encore très timide). Tout ce qu'on peut dire et manifester finira par être entendu et compris, espérons-le.

Mais dire qu'on a besoin des OGM pour nourrir la population est un mensonge, et avec ce que je vous ai dit tout à l'heure vous êtes armés pour y répondre : nourrir la planète, ce n'est pas une question de quantité, alors que les pro-OGM sont uniquement dans le quantitatif.

Une participante - J'ai lu que les semenciers imposaient une espèce d'uniformisation des semences, et qu'il y avait de nombreuses variétés que l'on n'utilisait plus (et qui risquent donc de disparaître), avec les risques de baisse de la biodiversité, et la fragilité créée par l'uniformité.

François de Ravignan - C'est vrai, et beaucoup de gens se mobilisent contre cette uniformisation, comme, en Inde, Vandana Shiva qui a monté toute une organisation pour recueillir ces semences locales, créer des collections, et les redistribuer

aux paysans. En France, nous avons l'association Kokopelli, qui est très attaquée, ce qui n'est pas étonnant, car quand on va à contre-courant on prend des coups.

Un participant - Il faudrait aussi que le monde agricole se mobilise, pour sauver ce que leurs parents ont construit par un travail séculaire de sélection, et qui leur appartient.

Une participante - Comment peut-on s'opposer à la déforestation qui sévit dans les pays pauvres (pas chez nous, c'est sûr) et qui s'aggrave encore avec les plantations destinées aux agrocarburants (soja, palmier à huile...)?

François de Ravignan - La seule façon pour nous, à ce jour, c'est d'apporter notre soutien à ceux qui, sur place, protestent et s'opposent à ces politiques, en prenant des risques (les assassinats sont fréquents). Il y a peu, un projet de construction d'un grand barrage en Haïti, dans la vallée de l'Artibonite au nord du pays, aurait noyé des milliers d'hectares, ce qui aurait entraîné l'exode de 50 000 paysans sans aucune contrepartie ni assistance à ces pauvres gens. Il y avait sur place une résistance assez forte à ce projet, et j'en ai été informé lors d'un voyage en Haïti. À mon retour en France, j'en ai parlé autour de moi, j'ai fait un article dans *Le Monde Diplomatique*, j'ai rencontré Jacques Ellul à qui j'en ai parlé, et qui a écrit dans *Le Monde* un article intitulé *De quoi je me mêle* (qui a paru en première page). Et le barrage ne s'est pas fait: je ne dis pas que nos deux articles ont été déterminants dans l'affaire, mais ils ont sans doute contribué, de façon modeste, à l'heureuse issue de cette histoire, ne serait-ce que par le soutien que cela a pu apporter aux gens en lutte sur place. C'est bien souvent plus important que ce que l'on peut penser, et il ne faut pas se priver de le faire. Prenez l'exemple de la marche de 25 000 paysans sur New Delhi cette année: le fait que des Européens s'y soient impliqués, qu'on en ait parlé dans la presse occidentale, tout cela a certainement contribué au succès de cette manifestation. Les gouvernements des pays du Sud n'aiment pas du tout qu'on parle de ces choses qui nuisent à leur image, et ils y sont donc sensibles.

Il y a aussi dans ce domaine un excellent film de Yann Arthus Bertrand sur les ravages que provoque en Indonésie la déforestation de la forêt tropicale pour planter des palmiers à huile destinés à faire des agrocarburants

Un participant - Déjà on ne les appelle plus biocarburants car ils n'ont rien de bio: c'est un progrès, et après avoir suscité un grand engouement (même Al Gore en avait parlé) il semble qu'il y ait un consensus de plus en plus grand pour les condamner. J'ai entendu l'argument suivant concernant le soja: en faire de l'agroéthanol ne se justifie que s'il s'agit d'une valorisation des déchets de l'utilisation « noble » du soja pour l'alimentation animale, et cela pourrait rendre rentable la culture du soja en France plutôt que de l'importer des USA ou de l'Argentine. Qu'en pensez-vous ?

François de Ravignan - La culture du soja n'a pas disparu en France parce qu'elle n'était pas rentable, mais parce qu'il y avait eu un accord avec les États-Unis (imposé par les amis des États-Unis): on ne produisait pas de soja en France et on pouvait exporter du maïs vers l'Amérique. Sinon le soja pousse tout à fait correctement sous nos climats.

Sur les agrocarburants, j'en ai déjà parlé: le principal reproche que je leur fais, c'est qu'ils sont un « bon » argument pour ne rien faire de sérieux en matière d'économies d'énergie. Mais ils ont aussi des conséquences dramatiques sur l'agriculture des pays du Sud. Il n'est que de voir comment les multinationales se précipitent sur ce gâteau pour se douter qu'il n'y a rien là de philanthropique. En France, si l'on voulait que toutes les voitures roulent à l'agrocarburant, il faudrait y consacrer la totalité des surfaces cultivables, et encore ce serait insuffisant. Ca ne peut donc pas être une solution d'avenir.

Un participant - On a dit aussi que si tout le monde devenait végétarien les économies d'énergie pourraient être considérables car la production de viande est très énergivore. Qu'en pensez-vous ?

François de Ravignan - Il ne faut pas mettre cela au conditionnel, c'est la vérité. J'en veux pour preuve que c'est la situation actuelle d'une grande partie de l'Inde: si les Indiens voulaient manger de la viande comme nous, il y aurait une famine! J'ai vécu avec ma femme au Tamil Nadu, on a très bien supporté cette alimentation végétarienne à 80 %, avec du poisson une fois par semaine. On ne s'en portait pas plus mal. Il faut simplement qu'il y ait régulièrement un apport suffisant de légumes secs (comme les lentilles) pour fournir le besoin en protéines. Mais, quand on y réfléchit, l'alimentation paysanne française du début du XIX^e siècle n'en était pas très éloignée: la base de l'alimentation était constituée de tranches de pain trempées dans la soupe de fèves. Et un peu de viande de cochon le dimanche.

C'est pourquoi je pense que dans ce domaine, comme dans les nouvelles techniques d'agriculture biologique respectueuse de l'environnement, nous avons beaucoup à apprendre des expériences de nos « frères » les agriculteurs du Sud.